



Déclaration liminaire de  
L'UNSA EDUCATION AU CDEN  
du 13 juillet 2021

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Toute l'année, nous vous avons alerté sur différents points de crispation, concernant la crise sanitaire, les conditions de travail dégradées et en premier lieu celles des directrices et directeurs d'école, mais aussi sur beaucoup d'autres thèmes ... L'UNSA Éducation veut pointer ici un écart important entre le discours public ambitieux et la réalité vécue par les personnels. Quand publiquement on annonce une révolution quant à la personnalisation de la gestion de chaque agent·e pour une meilleure qualité de vie au travail et un système plus performant, on pressure en interne les différents échelons de notre ministère pour une mise en œuvre immédiate, sans moyens supplémentaires et sans accompagnement des collectifs comme des individus en charge de mettre en œuvre cette évolution. La volonté du Ministre de moderniser le système comme le dialogue social selon sa feuille de route, dont lui seul possède la légende, se traduit dans les faits par un constat plus que décevant. L'UNSA Éducation voit s'installer une RH plus opaque, plus virtuelle, plus anonyme et plus différée au regard de l'urgence des besoins. Jamais les personnels ne se sont sentis aussi peu informés, isolés face à la complexité de leur institution et par conséquent déconsidérés. Nous revendiquons le retour à un dialogue social plus étroit.

Dans le cadre de la préparation de la rentrée 2021, en février dernier, l'UNSA Éducation avait dénoncé le budget 2021 adopté. De plus, le déficit des postes de psychologues de l'Éducation nationale, d'AESH et des membres du RASED notamment, contribue à dégrader la qualité de l'encadrement et de l'accompagnement éducatif et pédagogique. Pour réussir à dépasser les conséquences de la crise sanitaire et garantir au Service public d'éducation les moyens d'agir, l'UNSA Éducation demande que des moyens budgétaires

*l'éducation,  
notre terrain d'action*

supplémentaires soient mobilisés. Non seulement, il est encore temps, mais il s'agit d'une obligation morale pour le Gouvernement et le Parlement. Anticiper la rentrée 2021 est primordial. Nous sollicitons par exemple un groupe de travail départemental AESH / PIAL pour tirer un bilan départemental. Nous souhaitons également connaître le calendrier de formation de ces personnels. Nous attendons également une date pour le conseil de formation départemental. C'est essentiel.

Comme nous le rappelons chaque année, et comme, M. le Directeur Académique, vous vous y étiez engagé, l'UNSA Éducation, reste ferme sur sa position : des fermetures de classe en fin d'année scolaire sont préjudiciables pour l'ensemble de la communauté éducative touchée. Elles déstabilisent grandement les écoles avec un changement d'organisation trop tardif, créent des situations humainement très difficiles. L'enseignant victime de la fermeture n'a parfois que très peu de solutions de replis. C'est d'autant plus le cas dans les écoles pour lesquelles une fermeture a déjà eu lieu en février dernier : à Bollène à l'école élémentaire Giono par exemple, 2 fermetures sur une structure en REP+ sont inacceptables ; de plus, 10 à 15 élèves arrivent systématiquement dans cette école fin août voire début septembre.

Nous rappelons également, même si cela devient récurrent, les difficultés rencontrées sur la commune d'Avignon : le manque de visibilité sur les inscriptions scolaires et les tensions au niveau des effectifs et des locaux. Sur ce dernier point, nous étions intervenus en mars dernier afin que des algécos soient livrés aux écoles qui ont des classes dédoublées. Nous souhaitons vivement que certaines de ces difficultés soient enfin anticipées pour et par l'ensemble des acteurs concernés. En matière de visibilité, nous rencontrons également des incohérences sur la ville de Pertuis ; nous constatons que les nombreuses dérogations acceptées, en vue de scolariser les élèves du centre-ville à Marsily, ont créé un déséquilibre sur l'école Pierre Augier, située à proximité, et entraîné « de facto » une fermeture sur cette école.

Enfin, le planning des directeurs accueillant les contractuels M2 ne correspond pas aux besoins réels de décharge des directeurs. Certes, sur l'ensemble de l'année, la décharge correspond bien à 25 %, mais avec un temps de décharge inégalement répartie. Avoir 1 semaine de décharge à certains moments de l'année et aucun jour à d'autres moments alourdira nécessairement la charge de travail des directeurs. A l'heure d'une nouvelle proposition de loi voulant améliorer les conditions d'exercice des directeurs et directrices d'école, ce type d'annonce n'est pas acceptable. Pour



*l'éducation,  
notre terrain d'action*

l'UNSA Éducation, les TR fléchés pour les décharges des écoles de 1 à 3 classes doivent également être fléchés pour les décharges des directeurs et directrices complétés par un M2. Un planning à l'année doit pouvoir être établi et aucun directeur ne doit voir son emploi du temps désorganisé. Nous savons qu'il existe dans d'autres départements comme dans le Var des choix qui n'impactent pas le calendrier des directeurs : les M2 sont affectés sur 1/3 de décharges d'IPEMF et des postes de direction d'école de 8 classes.

Nous finirons sur un dernier point : nous souhaitons remercier les services de la DSDEN pour les documents de travail envoyés en temps et en heure, et nous savons que la période est particulièrement dense pour eux.

Je vous remercie pour votre attention et l'ensemble des équipes de l'UNSA Éducation se joint à moi pour vous souhaiter, certes bien en avance, Monsieur le Directeur Académique et Mesdames et Messieurs les membres du CDEN, de futures et très attendues vacances reposantes.



*l'éducation,  
notre terrain d'action*